

VIIe congrès de l'Association française de science politique

Lille, 18, 19, 20 et 21 septembre 2002

Table-ronde n°4

« La radicalisation en politique »

Sous la direction de Annie Collovald et Brigitte Gaïti

Islamisme et nationalisme : ruptures et continuités

Luis Marinez
CERI-FNSP-Paris

Peu de facteurs laissaient présager au cours de la décennie quatre vingt qu'un parti politique islamiste le *Front islamique du Salut* (FIS) serait au début de la décennie suivante la principale force politique de l'Algérie. Durant cette période, la Tunisie de Bourguiba apparaissait pour la plupart des observateurs comme la terre d'accueil de l'islamisme au Maghreb¹. L'Algérie offrait çà et là des signes de la présence de ce que l'on appelait alors les « barbus » pour désigner les Frères musulmans, mais rien qui permettait de conclure à une « montée de l'islamisme ». Quelles sont les causes de l'émergence de l'islamisme en Algérie ? Trois facteurs rendent compte de l'islamisme algérien: la conjoncture politique, la faillite de l'État-FLN et le poids de l'islam dans l'histoire contemporaine de l'Algérie.

Les causes de l'émergence du FIS

La force politique de l'islamisme algérien a tenu d'abord et avant out à sa reconnaissance par le pouvoir politique. Tout au long de la décennie quatre vingt, l'expression de l'islamisme se cantonne au monde universitaire et aux petits commerçants. Regroupés en ligue, les Islamistes prêchent des valeurs supposées solutionner les problèmes d'une société confrontée à des difficultés socio-économiques (chômage, pénurie de logement, crise des transports, corruption etc.)². Afin d'apaiser les souffrances des plus démunis, les islamistes mettent en place une véritable « stratégie de la bienfaisance ». Mais la politique des islamistes demeure invisible tant l'attention se porte durant cette période sur les effets du « printemps berbère » et les réformes du président Chadli Bendjedid. Les émeutes d'octobre 1988 font voler en éclat l'image d'une Algérie socialiste en paix menée par un parti unique (FLN), elles révèlent les tensions profondes qui règnent tant au sommet de l'État que dans les couches les plus populaires. Contrairement aux émeutes du Caire, de Casablanca et de Tunis, celles d'Alger s'accompagnent par des changements politiques radicaux. Une nouvelle constitution inaugure

¹ Burgat François, 1995, *L'islamisme au Maghreb*, Paris, Payot, réed., 365 p.

² Rouadjia Ahmed, 1990, *Les frères et la mosquée, enquête sur le mouvement islamiste en Algérie*, Paris, Karthala, 309 p.

le multipartisme et facilite la reconnaissance d'une cinquantaine de partis politiques dont quinze d'obédience islamiste. La démocratisation du régime algérien favorise l'émergence des partis islamistes autorisés pour la première fois dans un État arabe. Pour le pouvoir algérien, les partis islamistes demeurent inoffensifs, bien peu de responsables algériens connaissaient le travail social qu'ils réalisaient³. Pourtant l'aide aux sinistrés du tremblement de terre de Tipasa (29 octobre) avait donné un aperçu de la capacité du FIS à venir en aide aux plus démunis. Le contrôle de plus de la moitié des municipalités après les élections de juin 1990 lui donne la possibilité d'augmenter sa capacité de bienfaisance. Les élus municipaux Islamistes mettent en place une économie fondée sur l'action sociale (distribution de logements, marchés de produits alimentaires et de livres scolaires à très bas prix, lutte contre la corruption etc.). L'argent provient tant de l'aide extérieure (le sultan Séoudien Ibn Abdelaziz) que des collectes recueillies à l'intérieur. L'efficacité du travail social du FIS et le sérieux de ses militants accèdent la croyance que le « parti de l'islam » est la « solution » pour l'Algérie. Le raz de marée de juin 1990 se renouvelle aux élections législatives de décembre 1991, le FIS est en passe d'obtenir les deux tiers de l'Assemblée nationale, préalable à l'instauration d'un État Islamique⁴.

Si le travail social des militants du FIS explique ses succès politiques, l'idéologie du parti rend compte de l'engouement qui s'est répandu dans les couches populaires. L'utopie islamique s'est nourrie de la perte des Idéaux de l'État-FLN (État fort, moderne et respectueux de l'islam). Les islamistes du FIS promettent l'instauration d'un État islamique fondé sur la vertu et soucieux du bien être tant matériel que spirituel de la population. Afin de redorer le blason d'une Algérie marginalisée sur la scène internationale, en faillite sur le plan économique et en crise sur le plan politique, le FIS s'autoproclame investi d'une mission historique visant à sauver l'Algérie de sa dérive. Parti religieux, le FIS demeure en fait une organisation politique profondément nationaliste⁵. L'interruption du processus électoral en janvier 1992, la dissolution du FIS et la politique des arrestations massives provoquent un sentiment de haine contre le régime chez les islamistes. Convaincus de leur rôle historique, les islamistes du FIS mettent en place une guérilla susceptible de réaliser par la violence ce qui n'a pu se faire par le politique. Le bras armé du FIS, l'Armée islamique du salut, souligne que son combat s'inscrit dans la suite menée par le FLN contre la France: « Hier vous avez libéré la terre. Aujourd'hui, nous libérons l'honneur et la religion. Vous avez libéré les plaines et le Sahara, nous libérons les consciences et les esprits. Vous avez déterminé les frontières à l'intérieur desquelles nous allons appliquer les lois. Notre djihâd est la suite logique du vôtre » proclame-t-il⁶.

Loin d'être seulement le produit d'une crise socio-économique ou les pions d'une internationale islamiste, les islamistes algériens se posent en missionnaires de l'Algérie. Leur combat s'apparente à une revanche contre l'histoire contemporaine (la colonisation, la dépossession de l'identité algérienne etc.)⁷. Des thèmes qui étaient le monopole du FLN sous le président Houari Boumediène (1965-1979)⁸. L'adhésion d'une partie de la société aux Idéaux du FIS reposait sur ce sentiment de continuité, le FIS étant la relève du FLN. En 1997, la

³ Benkheira Hocine, 1985, « Ivrognerie , religiosité et sport dans une ville algérienne (Oran), 1962-1993 », *Archives de sciences sociales des religions*, janvier-mars, n°59/1, pp. 131-151.

⁴ Carlier Omar, 1993, « De l'islamisme à l'islamisme : la thérapie politico-religieuse du FIS », *Cahiers d'études africaines*, vol. xxxII (2), n°126, pp. 185-219

⁵ Roy Olivier, 1992, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Seuil, 249 p.

⁶ Martinez Luis, 1998, *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 429 p.

⁷ Harbi Mohammed, 1992, *L'Algérie et son destin. Croyants ou citoyens*, Paris, Arcantère, 247 p.

⁸ Leca Jean et Vatin Jean-Claude, 1975, *L'Algérie politique. Institutions et régimes*, Paris, Presses de Sciences po, 500 p.

défaite militaire du bras armé du FIS, l' AIS, signifie-telle la fin des idéaux islamistes? Il serait illusoire de croire que l'islamisme algérien est fini. Durant la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 1999, des slogans ont réapparu dans les communes où ce parti avait réalisé des scores avoisinants les 70 % lors des élections législatives de décembre 1991. L'annonce d'une trêve par l' AIS puis d'un arrêt définitif de la violence en 1999 a facilité la reprise d'un travail social et politique des anciens militants dans les communes « vertes ». La reconnaissance explicite de l'échec de la stratégie de la violence a constitué la base pour élaborer une nouvelle politique dont la finalité est la réhabilitation d'un parti islamiste, soucieux de respecter la légalité et la pluralité politique en Algérie !

L'avènement d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence a relancé la question de la réhabilitation du FIS. Certes sur cette question le nouveau président entretient le doute et manie la contradiction. Force est de constater que depuis son élection le « dossier du FIS » qui semblait « définitivement clos » sous Liamine Zéroual est à nouveau en discussion. Et c'est de façon générale la place qui est accordée aux mouvements Islamistes qui se dessine. L'émergence du débat en Algérie sur la place des islamistes dans le champ politique est inhérente à la fin de la guerre civile et à ses 100.000 victimes. Tout au long de cette décennie le régime algérien s'est refusé à reconnaître l'évidence : les islamistes sont une composante importante de la société algérienne. L'analyse des qualificatifs attribués aux islamistes algériens est révélatrice : au début de la décennie quatre vingt les islamistes étaient dénommés des « FM » (Frères musulmans) afin de souligner l'importation orientale. Au cours de la guerre civile afin de mieux stigmatiser leur extranéité à la société algérienne ils furent appelés des « Afghans ». Aujourd'hui le pouvoir reconnaît enfin que ce sont bien des « enfants égarés de l'Algérie » qui mérite la « *rahma* » (clémence). Cette évolution souligne comment le régime algérien est passé d'un registre de l'exclusion-éradication à la négociation-intégration des Islamistes.

Quelle place Abdelaziz Bouteflika peut-il accorder aux Islamistes ? En fait le nouveau président est confronté à deux défis vis à vis de l'islamisme : idéologique et politique. La défaite militaire des islamistes ne signifie pas que leur vision du monde n'ait plus d'emprise sur la société. La rappel de l'ancrage de l'Algérie dans l'espace et les valeurs arabo-musulmanes constituent des impératifs qu'Abdelaziz Bouteflika ne manque pas de formuler. Si la lutte pour l'instauration d'un État Islamique n'est plus d'actualité dans la mouvance islamiste (à l'exception du GIA), la volonté de vivre dans une société où les valeurs musulmanes soient dominantes reste très présent. Dans cette perspective, A. Bouteflika ne peut, sauf à s'exposer aux critiques, réorienter la société algérienne en supprimant par exemple le vendredi comme jour férié. Sur le plan politique, la réhabilitation d'un nouveau parti islamiste apparaît probable mais extrêmement risquée. Une telle éventualité ne manquerait pas de susciter une levée de bouclier de la part des militaires et des miliciens qui ont payé le prix fort au cours de la guerre civile en luttant contre les maquis islamistes.

En fait au-delà de la question de la place de l'islamisme, c'est le processus de la démocratisation du régime algérien qui est en jeu. Le référendum sur la réconciliation nationale a permis de souligner les mutations en cours de la société algérienne. Ainsi, sujet jusque là tabous, la question du FIS et de la place de l'armée sont publiquement débattues. La réintégration des islamistes du FIS dans la communauté politique est à même de favoriser la constitution d'un « pacte culturel ». La guerre de libération (1954-62) a donné naissance à l'État algérien mais a broyé sa pluralité politique dans un unanimité de façade. L'expérience dramatique de ces dernières années aura-t-elle au moins le mérite d'accorder les aspirations plurielles de la société et du pouvoir militaire ?

